



## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Royaume-Uni • (Page 08)

### La moitié des exportateurs vers l'UE souffre du Brexit

Les entreprises exportatrices souffrent des coûts, des formalités administratives, des retards et de la ...

## Blanchiment dans les casinos

### Démissions en cascade à la tête de Crown

Blanchiment d'argent, gestion de risque déficiente ou encore mauvaise culture d'entreprises. L'un des plus grands ... • (Page 08)



## Economie / Emprunt / Post Covid-19

• (Page 03)

# Le Togo émet les premières obligations de relance



• Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances du Togo

## ONU Environnement

• (Page 04)

# Djatougbé Aziaka intègre le Grand Groupe des ONG

## Conseil des ministres

### Des mesures pour une meilleure sécurisation du littoral

Au Togo, le Conseil des ministres du mercredi 17 février 2021 a examiné une communication relative à ... • (Page 05)

## Gestion publique au Togo

### Deuxième édition du budget citoyen

Après l'adoption de la loi de finances, exercice 2021, qui s'équilibre en ressources et en charges à 1.521,6 milliards de francs CFA, le deuxième budget ... • (Page 02)

## Start up

### La Legaltech, précieux allié de la diaspora entrepreneuriale

Les perspectives économiques seront moins bonnes cette année sur le continent en raison du COVID-19. Cela s'explique par ... • (Page 06)

## Foot / Transfert

### Le PSG a fixé le prix de Kylian Mbappé

Et si Kylian Mbappé désirait quitter le PSG à l'issue de cette saison ? Le club francilien serait alors contraint de céder l'attaquant français, mais voudrait ... • (Page 11)



# SETIF - TOGO Sarl - U

Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière  
Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46  
(+228) 92 06 85 06  
Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com  
www.setiftoogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

## Gestion publique au Togo

## Deuxième édition du budget citoyen

Après l'adoption de la loi de finances, exercice 2021, qui s'équilibre en ressources et en charges à 1.521,6 milliards de francs CFA, le deuxième budget citoyen de l'histoire du Togo a pratiquement été mis en forme. A cet effet, des experts du ministère de l'économie et des finances ainsi que d'autres acteurs étaient en atelier récemment à Kpalimé.

• Nicole ESSO

Version simplifiée et accessible du budget de l'État, le document a pour vocation de faciliter l'information budgétaire au citoyen lambda et lui permettre de mieux suivre l'action gouvernementale. Le budget citoyen 2021 permettra de mieux vulgariser au sein de la masse, les données des secteurs prioritaires (santé, éducation, agriculture, transports, développement à la base, etc.), contenus dans le budget à forte teneur sociale dont le Togo s'est doté pour cette année. « Le citoyen qui est le principal contribuable au financement du budget, doit être informé de la mobilisation et de la répartition des ressources, telles que l'a décidé l'Etat et s'assurer qu'il tient compte de ses aspirations », explique la Direction Générale du Budget et des Finances. Le budget,



exercice 2021 voté consacre aux secteurs sociaux un montant de 445,1 milliards de francs CFA contre 401,7 milliards de francs CFA dans le budget 2020, soit une hausse de 10,8%. La part relative de ces dépenses dans le budget, exercice 2021, est de 53,7% des crédits budgétaires contre 52,9% dans le budget 2020. Pour la coordination du Projet d'appui à la gouvernance économique (PAGE), qui appuie l'initiative depuis l'année dernière,

la pratique permettra à long terme, une meilleure gestion des ressources, une mobilisation plus efficace des recettes, et une responsabilisation publique plus accrue. Des experts du ministère de l'économie et des finances, des ministères sectoriels, des organisations de la société civile, ainsi que des journalistes, étaient à Kpalimé (Région des Plateaux) cette semaine dans le cadre de l'élaboration de ce budget citoyen 2021.

## Cyber-menaces

## Le Togo lance son centre de réponse d'urgence

Le Togo a procédé au lancement d'une nouvelle entité chargée de la protection de son cyberspace. L'annonce a été faite par Cina Lawson, Ministre de l'Economie Numérique et de la Transformation Digitale.



L'entité baptisée en anglais Computer Emergency Response Team (CERT.tg) - Centre national de réponse

aux incidents de cybersécurité au Togo, résulte de la collaboration entre l'expert européen de la cybersécurité, Asseco Group et le gouver-

nement togolais. Officiellement, l'organisme a pour mission : « d'identifier, analyser et mitiger les cyberattaques affectant l'État, les citoyens, les entreprises et organisations togolaises ». Il s'occupera aussi de sensibilisations et formations en crypto-monnaies, investigation numérique et cybersécurité. Le CERT.tg sera piloté par la joint-venture Cyber Defense Africa (CDA), créée par les deux partenaires, et sous l'égide de l'Agence nationale de la cybersécurité.

Avec Togo First

## AUX DECIDEURS ...

## Coronavirus et sécurité alimentaire

Lorsque la pandémie de COVID-19 a commencé, on en savait peu sur le SRAS-CoV-2 (le coronavirus) et sa survie dans les aliments, sur divers matériaux et sur les surfaces. Depuis lors, plusieurs agences de sécurité alimentaire ont évalué le risque de contamination potentielle du virus à partir d'aliments ou d'emballages alimentaires contaminés. Le consensus est qu'à l'heure actuelle, rien ne prouve qu'il s'agit d'un risque pour la sécurité sanitaire des aliments.

La principale voie d'infection est de personne à personne par contact les uns avec les autres, les gouttelettes respiratoires et les aérosols provenant de la toux, des éternuements et des conversations. Par conséquent, il n'est pas considéré comme un virus d'origine alimentaire.

Une question de recherche était de savoir si le virus est transmis par voie fécale-orale. La question s'est posée parce qu'une étude avait trouvé du matériel génétique viral dans des prélèvements anaux et du sang prélevé sur des patients. C'était un point important car l'un des symptômes du COVID-19 est la diarrhée. Cependant, à ce jour, aucun rapport n'indique une transmission fécale-orale du virus.

En outre, plusieurs études ont conclu que la diarrhée chez les patients atteints de COVID-19 n'est pas susceptible de se produire en cas d'ingestion d'aliments contaminés. Il s'agit plutôt de la voie du virus, du système respiratoire au tube digestif.

Le coronavirus semble stable à différentes valeurs de pH (3 à 10) à température ambiante. Des conditions plus alcalines et plus acides au-delà de cette plage semblent inactiver le virus. Cela signifie qu'il est peu probable qu'il survive à l'environnement acide de l'estomac. Il est bien établi que les virus causant des infections respiratoires peuvent être transmis par contact indirect dans l'environnement. Cela se produit lorsqu'une personne touche des surfaces contaminées puis touche sa bouche, son nez ou ses yeux, sans se laver les mains au préalable.

Diverses études expérimentales sur la survie du coronavirus sur différents types de surfaces dans différentes conditions ont été menées. Le virus a survécu sur différentes surfaces pendant différentes périodes de temps, en fonction des conditions environnementales et de la charge virale initiale.

Le consensus actuel est donc que le SRAS-CoV-2 n'est pas transmis par les aliments et qu'il est très peu probable qu'il soit transmis par les matériaux d'emballage alimentaire, mais il pourrait se propager en touchant des surfaces contaminées puis en touchant votre bouche, votre nez ou vos yeux. Il est donc très important de bien nettoyer et désinfecter les surfaces en contact avec les aliments et en particulier les surfaces et les ustensiles à fort contact dans un environnement alimentaire.

Des études ont montré que la couche grasseuse entourant le virus est perturbée, entraînant l'inactivation du virus lors de l'utilisation d'hypochlorite de sodium à 0,1% (eau de javel diluée), 0,5% de peroxyde d'hydrogène et 62% à 71% d'éthanol. Ces solutions réduisent toutes de manière significative le SRAS-CoV-2 sur les surfaces, après une minute d'exposition.

Plusieurs agences ont publié une liste de désinfectants approuvés pour une utilisation contre le SRAS-CoV-2 en milieu industriel, à savoir l'Agence américaine de protection de l'environnement, Santé Canada et l'Union européenne.

En conclusion, le plus grand risque lié au COVID-19 reste la transmission de personne à personne et le transfert par aérosol dans l'environnement alimentaire, y compris la fabrication, la vente au détail et la restauration. En fait, il y a eu plusieurs éclosions de COVID-19 de personne à personne parmi les travailleurs agricoles et dans les établissements de transformation des aliments.

KPATIDE Komlan

## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

## Economie / Post Covid-19

# Le Togo émet les premières obligations de relance

La République du Togo entend lever 20 milliards de FCFA avec un taux d'intérêt de 6,10%, et une maturité initiale de 5 ans, dans le cadre des obligations de relance (OdR), une initiative de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et l'agence UMOA-Titres pour permettre aux Etats membres de financer leurs plans de relance économique suite à la pandémie de Covid-19.

• Joël YANCLO

Les premières obligations de relance (OdR) du Togo seront émises le 19 février 2021 sur le marché régional de l'UMOA par le Trésor public du Togo. En effet, mises en place par la BCEAO et l'agence UMOA-Titres pour permettre aux Etats de la région de financer leurs plans de relance économique suite à la pandémie de Covid-19, OdR seront émises par voie d'adjudication ouverte, dématérialisées et tenues en compte courant dans les livres de la Banque centrale, et bénéficient d'avantages spécifiques pour les investisseurs et les émetteurs souverains. L'initiative avait été justifiée par le volume jugé « exceptionnel » des besoins de financement des Etats au titre de l'année 2021, le plus important à être mobilisé sur une même année depuis la création du marché local de la dette. Il est à rappeler que



• Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances du Togo

le Togo a déjà sollicité à deux reprises le marché régional depuis le début de l'année, ce qui lui a permis d'emprunter 110, 5 milliards de F CFA. En 2020, le pays avait mobilisé 623,2 milliards de FCFA, contre environ 321 milliards

en 2019, et envisage d'emprunter 585 milliards de F CFA sur le marché régional en 2021.

**Les Etats pourront émettre pour un montant de 3 768**

**milliards d'ODR.**

Après la réussite du programme des Bons COVID-19 en 2020, reflétant la résilience du Marché des Titres Publics de l'UEMOA et l'engagement des acteurs du marché à accompagner

les Etats dans la lutte contre la crise économique et sociale liée à la pandémie de la COVID-19, et dans le but d'accompagner la relance économique, UMOA-Titres en collaboration avec la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un ensemble de nouveaux instruments dénommés 'Obligations de Relance' (ODR 2021). S'appuyant sur le Guichet de la Relance mis en place par la BCEAO pour accompagner les Etats de la zone, dont le Togo, ces instruments sont structurés par UMOA-Titres dans le but de permettre aux Etats membres de l'UMOA de financer leurs plans de relance économique massifs suite à la pandémie. Les ODR 2021 sont des Obligations Assimilables du Trésor de maturités de 3 ans, 5 ans, 7 ans, 10 ans, 12 ans voir plus, émises en 2021, par voie d'adjudication ouverte avec le concours de UMOA-Titres. Ces titres sont déma-

térialisés, tenus en compte courant dans les livres de la BCEAO et bénéficient d'avantages spécifiques pour les investisseurs mais également pour les émetteurs souverains. En effet, tout au long de l'année 2021, les Etats pourront émettre pour un montant de 3 768 milliards de F CFA d'ODR 2021 éligibles au refinancement auprès de la BCEAO au niveau de ses guichets classiques mais également auprès d'un guichet spécial dit de la Relance où les investisseurs pourront mobiliser de la liquidité au taux minimum de soumission aux guichets de la BCEAO (actuellement 2%) pour une durée de 6 mois renouvelables. En contrepartie des avantages ci-dessus attribués aux ODR, les investisseurs participant aux opérations d'adjudication sur les maturités de 3 ans et 5 ans s'astreignent à soumissionner des prix supérieurs à un prix minimum (prix plancher) garantissant aux émetteurs un taux maximum de sortie de ces opérations.

CMJN

## Visa diplomatique

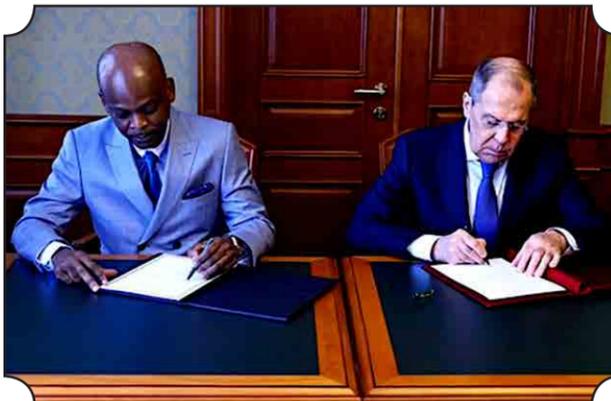
# Le Togo et la Russie signent un accord d'exemption

Le Togo et la Russie ont officiellement signé, mardi 16 février 2021, un accord sur la levée réciproque des visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service des deux pays.

• Vivien ATAKPABEM

Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères du Togo et son homologue, Sergueï Lavrov de la Russie, ont paraphé à Moscou, un accord sur la levée réciproque des visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service des deux pays. L'acte est intervenu au deuxième jour de la visite historique du ministre des Affaires étrangères du Togo en Russie. Avec cet accord, la Russie rejoint d'autres pays comme le Gabon, le Maroc, le Qatar, ou encore le Brésil, qui ont paraphé des ententes similaires avec Lomé. Un autre document a été signé, celui

de la "Déclaration conjointe sur le non-déploiement en premier, d'armes dans l'espace". Le texte, qui est une résolution onusienne adoptée en 2015, entend prévenir une militarisation de l'espace. La séance de travail entre les deux ministres a également porté sur un tour des relations bilatérales. Robert Dussey et Sergueï Lavrov ont ainsi confirmé les accords de principe conclus en 2018 entre le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et son homologue russe Vladimir Poutine, en marge du sommet des BRICS de Johannesburg. "Nous apprécions beaucoup nos relations et la contribution que votre pays a appor-



tée au premier sommet Russie-Afrique en octobre 2019. Nous sommes très positifs quant à notre étroite coopération au sein des Nations unies", a indiqué le chef de la diplomatie russe. Selon le responsable, "Il existe un vif intérêt en Russie pour le

développement actif des relations bilatérales dans tous les domaines : commerce, économie, éducation, domaine militaro-technique". Et d'annoncer : "Nous avons l'intention commune d'intensifier et d'approfondir l'ensemble des liens, y compris les

liens commerciaux, économiques et d'investissement". Des pistes de réflexions ont été d'ailleurs lancées, afin "d'étudier des possibilités concrètes pour la réalisation de projets dans les domaines de l'énergie, des ressources naturelles, des infrastructures, des transports et de

l'agriculture". Lundi, Robert Dussey a rencontré le secteur privé russe à qui il a présenté les opportunités d'investissements au Togo. Les échanges fructueux, ont laissé présager "de bonnes perspectives" pour les deux pays, a estimé le ministre.



## Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## ONU Environnement

## Djatougbe Aziaka intègre le Grand Groupe des ONG

La Togolaise Rolande Djatougbe Aziaka vient d'être élue nouvelle Représentante du Grand Groupe des ONG de l'ONU Environnement - PNUE (UNEP NGO Major Group) pour un mandat de 2 ans.



● La Togolaise Djatougbe Rolande Aziaka

## ● Joël YANCLO

Je suis heureuse d'être élue à cette position et de porter la voix des organisations de la Société civile accréditées lors des grandes négociations sur les questions de l'environnement au niveau mondiale. Les deux ans seront une très belle aventure pour moi. C'est une occasion d'apprendre des négociations entre les pays et travailler avec toutes les ONG accréditées à PNUE et porter leurs voix sur les questions environnementales de l'heure. J'accueille les deux ans comme une nouvelle expérience parce que c'est la première expérience pour moi de rentrer directement

au niveau de ONU Environnement. C'est une aventure d'apprentissage, une aventure de leadership qui me permettra de connaître le processus et de mieux maîtriser l'arsenal de l'ONU Environnement. » telles sont les premières impressions de Djatougbe Rolande Aziaka fraîchement élue Représentante du Grand Groupe des ONG de l'ONU Environnement - PNUE (UNEP NGO Major Group) pour un mandat de 2 ans. La Togolaise rejoint ainsi les membres du Comité de facilitation des grands groupes à l'ONU Environnement (Major Groups Facilitating Committee

Members to the UN Environment). Suite aux résultats des élections conduites par l'Unité de la Société Civile de l'ONU Environnement (Civil Society Unit UN Environment), elles sont deux élues nouvelles représentantes, co-facilitatrices de UNEP NGO MAJOR GROUP pour le mandat 2021-2023. Il s'agit de la Norvégienne Ingrid Rostad, pour l'Europe et de la Togolaise Djatougbe Aziaka pour l'Afrique. Il est à noter que, ONU Environnement reconnaît l'importance de faire participer les grands groupes et les autres parties prenantes en tant que partenaires et apprécie les perspectives qu'ils apportent, les fonctions de recherche et de plaidoyer précieuses qu'ils remplissent et leur rôle pour aider à favoriser un large soutien à long terme à la mission d'ONU Environnement. Les décisions intergouvernementales bénéficieront d'une reconnaissance et d'un soutien plus forts et plus larges de la part du public si les gouvernements tiennent compte le plus tôt possible des points de vue des grands groupes et des autres parties prenantes dans les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision. Les grands groupes et autres parties prenantes jouent également un rôle direct dans l'élaboration des politiques en tant que chercheurs, groupes de réflexion et chiens de garde, ou par le biais du plaidoyer.

## PTFM au Togo

## Un projet créateur des pôles locaux de développement

En vue d'assurer durablement un accès universel des communautés aux services de base, les autorités togolaises accentuent des actions avantageuses à travers l'installation des Plateformes multifonctionnelles (PTFM) sur toute l'étendue du territoire national.



## ● Bernard AFAWOUBO

À Togo, dans sa vision moderniste d'amélioration du bien-être des citoyens, de création de richesse pour plus de prospérité partagée, de lutte contre la précarité et les inégalités sociales, Faure Gnassingbé émet des idées innovantes et utiles qui changent la vie de tous, du nord au sud du pays. Les actions déployées pour garantir un minimum vital commun aux Togolais afin de ne laisser personne au bord de la route, sont pléthoriques. A celles-ci s'ajoutera le projet de développement des plateformes multifonctionnelles intelligentes ; à quelles fins ? A partir de 2005, la volonté des dirigeants d'assurer durablement un accès universel des communautés aux services sociaux de base s'est accen-

tuée. Entre autres actions avantageuses, l'installation des Plateformes multifonctionnelles (PTFM) ici et là sur le territoire fait foi. En effet, les plateformes intelligentes créeront des pôles locaux de développement socioéconomique en s'appuyant sur l'économie numérique et les infrastructures énergétiques décentralisées. Elles fourniront davantage de l'énergie électrique grâce à des centrales solaires photovoltaïques, de la connexion mobile et internet ainsi que des services associés à valeur ajoutée qui étaient difficiles à obtenir avec les anciens modèles de PTFM. Les PTFM intelligentes moderniseront les entreprises rurales de transformation agroalimentaire dotées d'équipements simples. Elles offriront de

meilleurs services de base et dynamiseront les activités des microentreprises rurales. Grâce à un programme national démarré depuis 2011, le Togo a installé une centaine de PTFM qui booste le développement rural. En moins de 10 ans, 705 000 femmes, soit 84% des bénéficiaires, ont accès aux services énergétiques modernes et à d'autres services socioéconomiques de base. Les plateformes multifonctionnelles ont augmenté les revenus des bénéficiaires à travers une meilleure valorisation des productions agroalimentaires locales. Pour preuve, 1 721 000 000 de francs CFA de recettes ont été mobilisées par les entreprises bénéficiaires. Par ailleurs, 84% des bénéficiaires ont étendu leurs activités génératrices de revenus et les revenus de 70,4% d'entre eux se sont augmentés. En matière d'autonomisation de la femme, près de 77% des femmes bénéficiaires des services des PTFM participent aux dépenses familiales (alimentation, santé, scolarisation). Le programme a permis de créer 260 microentreprises rurales et 4 200 emplois directs et indirects ; d'implanter des mini adductions d'eau modernes ; de construire et équiper des salles de classes.

## Or blanc

## Le Togo table sur une production annuelle de 225 000 t

D'un objectif prévisionnel initial de 200 000 t à l'horizon 2022, le Togo réajuste son ambition en misant sur une production de 225 000 t de coton-graine sur la période 2021-2025. Il s'agit, précise Koffi Etoh, Coordonnateur de la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC), de l'objectif pris par les cotonculteurs vis-à-vis de l'Etat et du groupe singapourien Olam, nouvel actionnaire majoritaire de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT).

À quelque deux ans de 2022, les indicateurs n'étaient pas au vert et ne présageaient pas de solides résultats dans la perspective d'une production de 200 000 t de coton-graine, explique-t-il. Bien au contraire, la production nationale lors de la cam-

pagne 2019-2020 avait enregistré une chute (116 000 t de coton graine), sur fond de démobilité des cotonculteurs face à une baisse continue des prix du Kg de l'or blanc. Si une délégation de la NSCT composée de Pré Simfétchéou et de Jacky

Rivière, respectivement PCA et DG de la NSCT a encouragé, au cours d'une récente tournée, les producteurs à se mouiller à fond pour relever le défi de production, des dispositions ont également été prises en amont, apprend-on, pour remobiliser ceux-ci autour de la filière.

Avec Togo First

## Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

## Conseil des ministres

# Des mesures pour une meilleure sécurisation du littoral

Au Togo, le Conseil des ministres du mercredi 17 février 2021 a examiné une communication relative à l'occupation anarchique et illégale du littoral togolais, présentée par le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière. Le Conseil a instruit le Ministre pour une accélération des travaux du schéma directeur ; une sécurisation du littoral (par exemple en renforçant l'éclairage public) et une sensibilisation des occupants tout en préparant les processus de déguerpissement conformément au communiqué du Gouvernement en date du 30 août 2020. Lire le compte rendu du Conseil des ministres.

## COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 17 FEVRIER 2021

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce jour à la Présidence de la République sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République.

Le Conseil a examiné, deux (02) avant-projets de loi, un (01) projet de décret et écouté sept (07) communications.

### I. Au titre des avant-projets de loi,

Le conseil a examiné l'avant-projet de loi de règlement 2018 et l'avant-projet de loi de règlement 2019 afin de rendre compte de l'exécution respectivement de la loi n° 2017-014 du 27 décembre 2017 portant loi de finances, gestion 2018 et de la loi n° 2018-020 du 20 novembre 2018 portant loi de finances, gestion 2019.

Ces projets de loi, qui sont des exercices de transparence et de redevabilité, font ressortir des résultats excédentaires pour 2018 et 2019. Ils traduisent les performances économiques remarquables de notre pays malgré un contexte marqué, notamment en 2018, par une crise socio politique.

Le Conseil a attiré l'attention des membres du gouvernement sur une implication plus forte afin d'améliorer les performances en matière d'efficience dans l'exécution des budgets d'investissement.

A cet effet, le Conseil a écouté une communication relative au Programme d'investissements publics (PIP 2022-2024), présentée par le ministère auprès de la Présidence de la République de la planification du développement et de la coopération.

Face au constat des faiblesses rencontrées dans l'exécution des investissements, il est proposé un renforcement du processus d'élaboration du PIP afin qu'il prenne en compte de manière exhaustive la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

### II. Au titre des projets de décret

Le conseil a examiné en première lecture un projet de décret portant sur la numérisation des moyens de paiement au sein de l'administration qui est pris en application de la loi relative aux mesures de promotion de la bancarisation et de l'utilisation des moyens de paiement scripturaux.

Il vise à promouvoir l'utilisation de moyens électroniques de paiement au sein de l'administration, la bancarisation, l'inclusion financière et la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

### III. Au titre des communications,

Le Conseil a examiné une communication relative aux avant-projets de décrets portant sur l'alimentation scolaire au Togo, présentée par le ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

Lancé depuis 2008, le programme d'alimentation scolaire a fourni plus de 76 millions de repas pour un coût de près de 22 milliards. Ce programme permet de réduire la faim et la malnutrition infantile tout en encourageant les ménages les plus vulnérables à envoyer leurs enfants à l'école et de les y maintenir contribuant ainsi à l'amélioration du taux de scolarisation et au développement de l'économie locale.

Afin d'amplifier l'impact de ce programme, l'Assemblée nationale a adopté la loi n°2020-007 du 26 juin 2020 relative à l'alimentation scolaire. La communication présente un premier bilan et les textes visant à opérationnaliser les évolutions contenues dans cette loi notamment les modalités d'approvisionnement et de stockage des produits destinés à l'alimentation scolaire au Togo.

Le Conseil a examiné une deuxième communication relative à l'occupation anarchique et illégale du littoral togolais, présentée par le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière.

Cette communication fait suite à l'adoption en Conseil des Ministres de la loi portant aménagement du littoral.

Constatant l'occupation anarchique et illégale du littoral, le Gouvernement a initié des travaux devant conduire à l'adoption d'un schéma directeur d'aménagement du littoral afin de faciliter une occupation rationnelle du littoral tout en préservant la sécurité et l'environnement.

Le Conseil a instruit le Ministre une accélération des travaux du schéma directeur ; une sécurisation du littoral (par exemple en renforçant l'éclairage public) et une sensibilisation des occupants tout en préparant les processus de déguerpissement conformément au communiqué du Gouvernement en date du 30 août 2020.

Le Conseil a suivi une troisième communication relative au plan de sécurisation de la fourniture de l'énergie au Togo en particulier durant les périodes de forte consommation notamment lors des fêtes de fin d'année présentée par le ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de l'énergie et des mines.

En vue d'assurer la qualité et la continuité de fourniture de l'énergie électrique aux populations, un plan de sécurisation a été mis en place. Il permet de prendre des dispositions rapides pour combler le déficit en énergie entre la capacité disponible sur le territoire national et la demande en période de pointe.

A terme, la mise en œuvre des différents projets de production (centrale Kekeli et centrale de Blitta) contribuera à assurer l'indépendance en énergie électrique de notre pays.

S'en est suivi une communication relative à la réalisation d'une campagne géophysique aero-portée au Togo, présentée par le ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de l'énergie et des mines.

Cette campagne, initiée avec l'appui de la Banque mondiale à travers le projet de développement et de gouvernance minière (PDGM), permettra d'évaluer et de certifier les zones de potentialités minières du sous-sol national et de doter le Togo de données géo-scientifiques.

À l'issue de cette campagne, le Togo sera davantage attractif sur le marché international afin d'attirer considérablement des investisseurs dans le secteur minier.

Le conseil a ensuite écouté une communication portant sur la phase pilote de la cartographie des infrastructures socio-économiques du Togo présentée par le ministre délégué en charge du développement des territoires.

Pour que cette cartographie devienne l'outil de planification du déploiement des infrastructures socio-économiques sur tout le territoire national, une phase pilote a porté sur une dizaine de cantons. Le conseil est sollicité pour approuver une extension de cette cartographie à l'échelle nationale.

Ensuite, le conseil a examiné une communication relative à la situation de la société nationale des éditions du Togo présentée par le ministre de la communication et des médias.

Tenant compte de la mutation du monde de l'édition, il est proposé un audit stratégique et organisationnel de la société en vue de sa restructuration.

### IV. Au titre des divers,

Le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès universel aux soins a fait un compte rendu sur la situation de la pandémie à la Covid-19.

Il a ensuite porté à la connaissance du Conseil que notre pays recevrait ses premières doses de vaccin contre la Covid 19 dans le courant de la semaine prochaine. Le dispositif pour la campagne de vaccination est déjà mis en place à cet effet.

Parlant de la résurgence d'un foyer de l'épidémie d'Ebola en Guinée, il a annoncé la réactivation du dispositif de lutte contre cette maladie.

Fait à Lomé, le 17 Février 2021

Le Conseil des Ministres



## Start up

## La Legaltech, précieux allié de la diaspora entrepreneuriale

Les perspectives économiques seront moins bonnes cette année sur le continent en raison du COVID-19. Cela s'explique par la capacité d'innovation des startups qui fluidifient les business. Et c'est toute l'Afrique de l'ouest qui pourrait bientôt être conquise par ces services.

● Rudy CASBI

Payer un acte juridique deux fois moins cher livré en deux fois moins de temps au Burkina Faso. Impossible il y a quelques années et un entrepreneur a décidé de transformer l'irréalisable en une possibilité assurée. Il faut dire que les offres ne laissent pas insensibles un secteur privé qui tend à se formaliser bien qu'il ne souhaite pas déboursier d'importantes sommes d'argent dans l'élaboration d'actes juridiques. Legafrik, fondée par Youssouf Ballo, est un véritable pionnier en la matière. « Les démarches administratives locales sont un véritable casse-tête. C'est pourquoi la centralisation sur une seule et même plateforme est un gain de temps pour les entrepreneurs », indique-t-il. La Legaltech serait-il alors un formidable outil dans la lutte contre les phobies administratives ? Assurément pour Youssouf Ballo : « Nous constatons une double tendance sur le terrain. D'une part, il y a un nombre croissant de personnes qui veulent entreprendre. D'autre part, les formalisations sont à la hausse d'au moins 30% en Afrique de l'Ouest comparée aux années précédentes », affirme Youssouf Ballo. C'est tout le continent qui est concerné par cette montée en puissance. En Afrique du Nord, Whalid Ghanemi a ainsi créé Legal Doctrine. Il faut dire que la demande est forte et que cette innovation est plutôt bien perçue par les pouvoirs publics notamment en Algérie. Ce pays a par ailleurs mis en place un fonds d'investissements d'Etats dédiés aux startups notamment celles de la Legaltech. Si la Legaltech et son émergence sont devenus de véritables



● Youssouf Ballo, fondateur de Legafrik

sujets d'ordre économique, cela peine encore à se traduire au niveau des levées de fonds en Private equity. Selon un récent rapport du fonds d'investissements Partech, la Legaltech n'apparaît pas dans le Top 10 d'un classement largement devancé par l'agritech et les fintechnologies qui ont totalisé près de 500 tours de table à elles-seules.

## La diaspora au centre du jeu

Produire une certaine d'actes juridiques chaque année paraît être une prouesse irréalisable. Pourtant, Legafrik parvient à rendre efficace l'impossible. Et ces facilités séduisent la diaspora pour qui les lourdeurs administratives représentent un véritable frein dans leur volonté d'investir sur le continent. « Quand elles veulent créer leurs entreprises, il leur faut capter la bonne information. Cela n'est pas évident lorsqu'on ne vit pas dans le pays concerné. Ensuite, il faut ramener les bons documents et les informations reçues sont parfois contradictoires. Avec notre système, c'est simple, clair et limpide », argumente-t-on au sein de Legafrik où on reconnaît qu'une sensibilisation est nécessaire afin de donner à la diaspora toutes les clés dont

elle a besoin avant de lancer quelques investissements. Si rien n'indique que cette exercice de pédagogie parvienne à ces résultats, il n'empêche que les résultats demeurent saisissants. « Nous produisons plusieurs dizaines d'actes différents. Parmi nos clients, ce sont des entrepreneurs locaux à 70% et 30% pour la diaspora », indique Youssouf Ballo.

## L'effet pervers de la super-croissance maîtrisée ?

Si Legafrik surfe sur une vague positive, c'est parce que les pouvoirs publics font tout ce qu'ils peuvent pour normaliser les business. « Aujourd'hui, l'informel se réduit car même les petites entreprises ont parfois besoin de micro-crédits. Et les instituts demandent que les entreprises soient inscrites au registre du commerce ». Ce serait ainsi l'une des causes de l'éclosion de l'écosystème. Poussée par cette dynamique, l'entreprise poursuit sur une croissance positive. « Depuis juin, nous avons déployé nos activités en République Démocratique du Congo, au Bénin, au Sénégal. Nous visons une croissance à 300% », s'enthousiasme-t-il. « Les problématiques de ces entrepreneurs dans ces pays-là se ressemblent. Il y a des complexités administratives et les coûts des prestations sont aussi élevés auprès des professionnels du secteur. En RDC, un acte notarié peut grimper jusqu'à 600 euros », indique-t-il. D'ici cinq ans, lui et son associé Daouda Diallo espèrent accompagner 500 000 entrepreneurs. Un succès que les Finances Publiques des Etats de la zone OHADA ainsi que les entrepreneurs espèrent de tout leurs souhaits

## Transport aérien

## Air Sénégal envisage de connecter les USA d'ici septembre

La première route transatlantique d'Air Sénégal, à destination des Etats-Unis, pourrait être bientôt opérationnelle. La compagnie nationale du Sénégal travaille actuellement à l'obtention des autorisations nécessaires.

Le jeudi 11 février, les conseillers juridiques américains d'Air Sénégal ont introduit une demande dans ce sens, auprès du ministère américain des Transports (DOT – Department of Transportation). Selon le document mis en ligne sur le site du DOT, il est indiqué « qu'aucun des appareils d'Air Sénégal ne sera utilisé pour assurer le service envisagé dans cette opération ». Par contre la compagnie est « actuellement en pourparlers avec les Etats-Unis

et les transporteurs étrangers concernant les accords de partage de code, d'interligne et de location avec équipage [wet lease, Ndlr] », poursuit la même source. Dans le pays de l'Oncle Sam, Air Sénégal vise notamment New York et Washington. La compagnie « estime qu'environ 42 224 passagers seront transportés au cours de la première année de service ». En attendant la réponse des autorités américaines, Air Sénégal poursuit le développement de son réseau. Dès

le 16 février, elle rouvrira sa route Dakar – Casablanca, suspendu en mars 2020, en raison de la pandémie de Covid-19. Le 17 février, elle lancera une nouvelle ligne à destination de Milan en Italie. A partir du 28 mars, le transporteur ajoutera Lyon à son réseau. En France, elle dessert déjà Paris et Marseille. Notons que Genève et Londres figurent également dans son plan d'expansion sur le Vieux Continent.

Avec Agence Ecofin

## Cameroun

## L'Ivoirien Kone Dossongui va construire une cimenterie d'un million de tonnes

Le Port autonome de Kribi (PAK), entreprise publique qui gère la plateforme portuaire éponyme, dans la région du Sud du Cameroun, a mis à la disposition de Atlantic Group du milliardaire ivoirien Kone Dossongui, un terrain de 10 hectares dans la zone industrialo-portuaire de Kribi. Au cours des prochains mois, les travaux de construction de la cimenterie de la société Atlantic Cement, d'une capacité de production d'un million de tonnes, vont démarrer sur cet espace. Toutes les autorisations nécessaires pour l'implémentation de ce projet industriel ont d'ores et déjà été obtenues, apprend-on.



De bonnes sources, cette nouvelle cimenterie devrait être la réplique de l'usine de la Société de ciment de Côte d'Ivoire, contrôlée à 100% par M. Dossongui. Inaugurée le 28 janvier 2021 dans la zone industrielle PK 24 Akoupé-Zeudji (Abidjan), cette cimenterie a coûté 60 milliards de FCFA, selon le ministre ivoirien du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba. Atlantic Cement sera le 2e investissement dans l'industrie de Atlantic Group au Cameroun, après Atlantic Cocoa. Il s'agit d'une unité de transformation de fèves de cacao d'une capacité de 48 000 tonnes extensibles à 64 000 tonnes, qui a été discrètement mise en service dans la zone industrielle du port de Kribi en 2020, et dont les premières exportations ont eu lieu le 12 décembre 2020. L'arrivée de Atlantic Cement va davantage durcir la concurrence sur le marché local du ciment, où cinq

opérateurs rivalisent déjà d'offres. Il s'agit de Cimencam (2,2 millions de tonnes), filiale locale du groupe Lafarge-Holcim-Maroc Afrique (LHMA); du Nigérian Dangote (1,5 million de tonnes); du Turc Eren Holding, qui contrôle le capital de Medcem Cameroun (600 000 tonnes); du Marocain Cimaf (500 000 tonnes en cours d'extension), et de la société Mira Company (un million de tonnes évoqué au départ du projet).

## Qui est Koné Dossongui ?

Tous ces opérateurs ont déjà provoqué une légère baisse du prix du ciment dans le pays (de 5 000 FCFA à 4 400 voire 4 300 le sac de 50 kg), mais pas toujours jusqu'au niveau attendu aussi bien par les populations que les pouvoirs publics. Atlantic Cement sera-t-il le catalyseur d'un véritable nivellement des prix par le bas ? En tout cas, cet investissement viendra renforcer le

positionnement de Atlantic Group dans le landerneau économique camerounais, où cette holding détient des actifs dans le secteur bancaire (Banque Atlantique) et l'industrie (Atlantic Cocoa et bientôt Atlantic Cement), toujours grâce à des atterrages avec des investisseurs locaux. Le nouvel investissement de Atlantic Group au Cameroun confirme surtout le coup de fouet que le milliardaire ivoirien Koné Dossongui veut donner à son expansion en Afrique. En effet, fin 2020, Atlantic Financial Group (AFG) a finalisé le rachat des filiales de BNP Paribas aux Comores, au Gabon et au Mali, renforçant ainsi davantage son empreinte dans le secteur bancaire africain. Devenu le tout premier investisseur ivoirien d'envergure au Cameroun, cet ancien ministre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire, reconverti dans les affaires, est aussi le tout premier ivoirien à investir dans les télécoms, la banque, et à détenir une cimenterie qu'il contrôle à 100% dans son pays. Grand exportateur de cacao, qui peaufine actuellement la construction d'une usine de transformation dans les encablures du port de San Pedro, Kone Dossongui est aussi le principal exportateur de la noix de cajou de la Côte d'Ivoire, le premier pays producteur mondial de ce produit de rente, encore en phase de promotion au Cameroun.

Avec Investir au Cameroun

## Côte d'Ivoire

## Fluence relance son projet d'eau potable à Abidjan

Fluence Corporation vient de relancer son projet d'eau potable à Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire. L'entreprise américaine devait en principe commencer les travaux le 30 juin 2020, mais le lancement a été retardé en raison de la crise sanitaire mondiale due à la Covid-19.

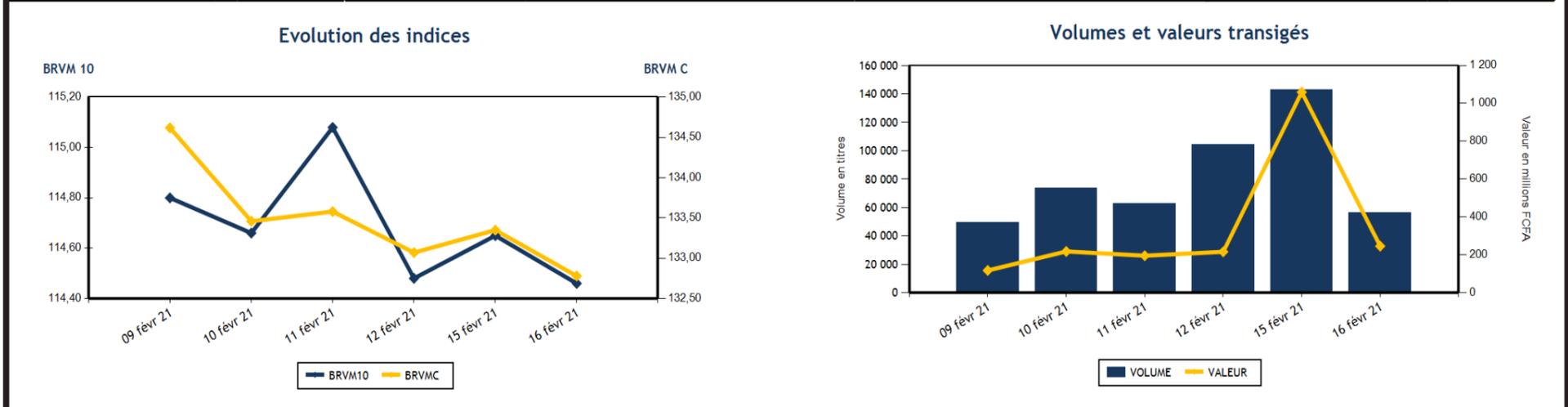
Fluence Corporation reprend du service en Côte d'Ivoire. Le 5 février 2021, l'entreprise américaine a relancé son projet d'eau potable dans la capitale Abidjan. Il y a quelques mois, l'entreprise américaine adjudicataire du contrat de conception, d'approvisionnement et de construction de (EPC) a décidé de reporter le lancement des travaux, prévu le 30 juin 2020 à une date ultérieure, en raison de la crise sanitaire mondiale due au coronavirus. « Certains problèmes posés par l'impact

de la pandémie Covid-19 ont entraîné des difficultés notamment pour les voyages et/ou la remise des documents originaux pour signature », indiquait Fluence Corporation en 2020. Le projet d'approvisionnement en eau potable a été initié par le ministère ivoirien de l'Hydraulique. Selon Laurent Tchagba, le ministre ivoirien de l'Hydraulique, la production actuelle en eau à Abidjan est de 640 000 m<sup>3</sup>/jour, contre une demande évaluée à 840 000 m<sup>3</sup>/jour. Pour améliorer la desserte des popula-

tions, Fluence Corporation construira une usine d'eau potable qui exploitera la lagune Aghien, la plus grande réserve d'eau douce de Côte d'Ivoire située à 73 km au sud-est d'Abidjan. L'installation achevée affichera une capacité de 150 000 m<sup>3</sup> par jour. La société basée dans l'Etat de New York aux Etats-Unis posera également des conduites pour transporter l'eau potable jusqu'à deux châteaux d'une capacité de 5 000 m<sup>3</sup> chacun.

Avec afrik21

<b>BRVM 10</b>	<b>114,46</b>	 <b>BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 32 <b>mardi 16 février 2021</b> Site : www.brvm.org	<b>BRVM Composite</b>	<b>132,78</b>
Variation Jour	↓ -0,17 %		Variation Jour	↓ -0,43 %
Variation annuelle	↓ -12,55 %		Variation annuelle	↓ -8,66 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 996 017 663 756	-0,42 %
Volume échangé (Actions & Droits)	55 496	4,92 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	236 846 700	50,82 %
Nombre de titres transigés	38	0,00 %
Nombre de titres en hausse	7	-12,50 %
Nombre de titres en baisse	10	-23,08 %
Nombre de titres inchangés	21	23,53 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 395	3,33 %	-6,69 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	570	2,70 %	14,00 %
SMB CI (SMBC)	3 360	1,20 %	9,09 %
BOLLORE (SDSC)	1 415	1,07 %	-8,71 %
TOTAL SN (TTLS)	1 300	0,78 %	-27,78 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 129 677 764 129	-0,01 %
Volume échangé	946	-98,95 %
Valeur transigée (FCFA)	9 327 600	-98,97 %
Nombre de titres transigés	4	33,33 %
Nombre de titres en hausse	2	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	1	-66,67 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	5 300	-7,02 %	-20,66 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 215	-6,90 %	8,00 %
SAPH CI (SPHC)	1 730	-5,46 %	23,57 %
TOTAL CI (TTLC)	1 165	-2,92 %	-26,73 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 695	-2,76 %	-1,47 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	38,69	0,08 %	6,73 %	6 109	3 446 195	70,78
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	355,96	0,00 %	-13,28 %	17 921	165 306 725	8,46
BRVM - FINANCES	15	55,29	-0,63 %	-7,83 %	23 639	59 386 580	6,25
BRVM - TRANSPORT	2	346,48	1,04 %	-8,51 %	96	135 775	6,10
BRVM - AGRICULTURE	5	106,42	-1,84 %	22,97 %	2 033	3 155 060	8,37
BRVM - DISTRIBUTION	7	194,49	-1,40 %	-14,11 %	5 698	5 416 365	11,79
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	376,33	0,00 %	8,93 %	0	0	4,73
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,21	
Taux de rendement moyen du marché	8,31	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,61	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	84	
Volume moyen annuel par séance	164 504,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 016 699 677,57	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,00	
Ratio moyen de satisfaction	19,40	
Ratio moyen de tendance	1 941,33	
Ratio moyen de couverture	5,15	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,36	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé / capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des ratios de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU BENIN  
Avenue Charles de Gaulle Cotonou  
BP 2805 Cotonou  
Tél : (229) 21 31 21 26  
Fax : (229) 21 31 20 77

  
BURKINA FASO  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
du Burkina Faso  
01 BP 820 Ouagadougou 01  
Tél : (226) 25 30 87 73  
Fax : (226) 25 30 87 19

  
CÔTE D'IVOIRE  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA  
01 BP 3502 Abidjan 01  
Tél : (225) 20 31 55 90  
Fax : (225) 20 32 47 77

  
GUINÉE-BISSAU  
Chambre de Commerce, d'Industrie,  
d'Agriculture et des Services de Côté-Basé,  
Avenue Pasteur Naléa  
CP 08 Bissau  
Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02

  
MALI  
Immeuble SONAVE, ACI 2000 Handalaya  
B.P. E. 1390 - Bamako  
Tél : (223) 44 98 18 10  
Fax : (223) 44 98 18 11

  
NIGER  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat  
du Niger, Place de la constitution  
BP 13 200 Niamey  
Tél : (227) 20 73 66 92  
Fax : (227) 20 73 66 47

  
SENEGAL  
7, rue Jean Mérimée  
BP 6006 Dakar - Plateau  
Tél : (221) 33 821 15 18  
Fax : (221) 33 821 15 06

  
TOGO  
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,  
Immeuble 023 Togo  
BP 3262 Lomé  
Tél : (228) 22 81 23 16  
Fax : (228) 22 26 24 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

## Royaume-Uni

## La moitié des exportateurs vers l'UE souffre du Brexit

Les entreprises exportatrices souffrent des coûts, des formalités administratives, des retards et de la confusion à propos des règles qu'il faut suivre aux frontières avec l'Union européenne.

La moitié des entreprises britanniques qui exportent vers l'UE souffrent des nouvelles règles commerciales post-Brexit, révèlent les Chambres de commerce britanniques (BCC), qui demandent l'aide du gouvernement. L'étude montre que 49% des exportateurs ont du mal à s'adapter à la sortie du marché unique depuis le 1er janvier, celle-ci engendrant des complications administratives, selon un communiqué. La part monte même à 51% pour les entreprises manufacturières qui dépendent du commerce avec l'UE. Les BCC ont interrogé 1000 entreprises, surtout des PME, entre le 18 et le 31 janvier, dont 470 exportateurs de biens et services. Les entreprises évoquent en particulier les coûts, les formalités administratives, les retards et la confusion à propos des règles qu'il faut suivre. «L'activité des entreprises, et les possibilités pour le Royaume-Uni de connaître une solide reprise économique, sont plombées par les changements à la frontière», note Adam Marshall, directeur général des BCC.

## Chute de 68% en janvier

Le Royaume-Uni et l'UE ont certes conclu un accord de libre-échange, qui écarte les droits de douane, mais qui est loin d'offrir les mêmes avantages que le marché unique.



Cet accord obtenu la veille de Noël «a laissé les entreprises dans le flou jusqu'au dernier moment», ce qui les a empêchées de se préparer, selon M. Marshall. «Pour certaines sociétés, ces craintes sont existentielles», prévient-il, appelant le gouvernement à faire ce qu'il peut pour réduire les frictions aux frontières. Les BCC craignent que la situation n'empire si le Royaume-Uni maintient ses projets de procédures de contrôles sanitaires en avril avant des vérifications douanières strictes en juillet. L'Association des transporteurs routiers (RHA) a quant à elle estimé récemment que les exportations depuis les ports britanniques vers l'Union européenne ont chuté de 68% en janvier sur un an. Elle y voit l'effet conjoint du Brexit et de la pandémie de coronavirus. Le gouvernement britannique a prévenu à plusieurs reprises les entreprises qu'il faudrait

s'attendre à des «perturbations» à court terme.

## «Considérablement pire que prévu»

Les exportateurs britanniques doivent désormais remplir une multitude de documents pour prouver que leurs biens sont autorisés à entrer dans le marché unique européen, un alourdissement des procédures chronophage et coûteux, qui retarde le passage des frontières. Il y a quelques jours le patron de la chaîne de vêtements de sport JD Sports Fashion avait estimé sur la BBC que le Brexit s'était révélé «considérablement pire que prévu». Par ailleurs le gouvernement britannique a mis en place un groupe de travail sur les problèmes rencontrés à cause du Brexit par le secteur de la pêche en Ecosse, dont les exportations vers l'UE de produits hautement périssables se heurtent à des tracas administratifs et des pannes informatiques.

(AFP)

## Cosmétique

## L'Oréal subit un léger repli de son bénéfice net

Le bénéfice net du géant français des cosmétiques a reculé de 5% en 2020 à cause de la pandémie de coronavirus.

Le géant français des cosmétiques L'Oréal a publié jeudi un bénéfice net en recul de 5% en 2020, à 3,56 milliards d'euros, à cause de la pandémie qui a pesé sur son chiffre d'affaires. «La pandémie de Covid-19 qui s'est propagée à travers le monde a provoqué, par la fermeture généralisée des points de vente, une crise de l'offre qui a entraîné un recul inédit, même si momentané, du marché de la beauté», a souligné Jean-Paul Agon, le PDG de L'Oréal, cité dans un communiqué. Après avoir connu une forte croissance en 2019, la société a enregistré des ventes de 27,99 milliards d'euros l'an passé. À taux de change et périmètre constants, ce chiffre d'affaires est en recul de 4,1%. La marge d'exploitation s'est quant à elle maintenue à 18,6%. Jean-Paul Agon s'est néanmoins dit confiant



dans la capacité de L'Oréal «à surperformer le marché et, sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire, à réaliser une année de croissance du chiffre d'affaires et des résultats» en 2021, sans donner davantage de précisions.

## Situation contrastée

Par branche d'activité, la situation s'avère disparate. Les ventes de la principale division du groupe, les produits grand public, ont reculé, tout comme celles des produits de beauté haut de gamme (Lancôme ou Yves Saint Laurent). La division des produits professionnels a

souffert de l'impact de la fermeture des salons de coiffure au printemps, même si elle a retrouvé la croissance au second semestre. À l'inverse, la division Cosmétique active a vu ses ventes fortement progresser, toujours dopée par l'Asie et l'Amérique du Nord. La situation reste d'ailleurs contrastée en fonction des régions. L'Asie-Pacifique, désormais premier marché du groupe, a bénéficié d'un rebond au deuxième semestre et vu ses ventes annuelles légèrement progresser. L'Europe de l'Ouest, deuxième marché de L'Oréal, a vu à l'inverse ses ventes se replier sur l'année en données comparables. Les ventes en Amérique du Nord ont aussi reculé. L'Oréal va proposer un dividende de 4 euros, en augmentation de +3,9%, par rapport au dividende versé en 2020.

(AFPE)

## Blanchiment dans les casinos

## Démissions en cascade à la tête de Crown

Blanchiment d'argent, gestion de risque déficiente ou encore mauvaise culture d'entreprises. L'un des plus grands groupes australiens de casinos fait l'objet de nombreuses accusations.

Le directeur général de Crown Resorts, l'un des plus grands groupes australiens de casinos, a suivi lundi plusieurs autres dirigeants en annonçant sa démission, sur fond d'accusations de blanchiment et de liens avec le crime organisé qui plombent un de ses projets phares à Sydney. Une enquête publique a recommandé la semaine dernière de ne pas accorder à Crown Resorts la licence requise pour opérer le casino à plusieurs milliards de dollars qu'il a construit au cœur de la plus grande ville du pays.

## Départ de trois autres directeurs

Une décision motivée par le fait que le groupe n'aurait pas répondu à des accusations de blanchiment d'argent et de liens avec le crime organisé. Lundi, le directeur général de Crown Resorts, Ken Barton, a annoncé sa démission dans un contexte d'intenses pressions en ce sens, après plus d'une décennie au sein du groupe, notamment à sa direction financière. Trois autres directeurs avaient auparavant annoncé leur départ d'un groupe qui avait longtemps été dirigé par le milliardaire James Packer. L'agence de l'alcool et des jeux de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud avait lancé une enquête en raison d'informations de

## Connectivité

## Volkswagen s'allie avec Microsoft dans la conduite autonome

Les deux mastodontes de l'automobile et de l'informatique amplifient leur collaboration dans l'informatique dématérialisée lancée en 2018.

Le géant allemand de l'automobile Volkswagen et celui américain des logiciels Microsoft ont annoncé ce jeudi un partenariat pour développer des logiciels de conduite autonome et connectée. Volkswagen vise à travers ce partenariat un «développement plus rapide de services sécurisés et confortables de mobilité», a déclaré dans un communiqué Dirk Hilgenberg, responsable de la nouvelle société de logiciels du groupe automobile, à l'heure où les alliances entre constructeurs et groupes informatiques se multiplient. Le groupe de Wolfsburg va s'appuyer sur les services de Microsoft dans l'informatique dématérialisée (cloud) et l'intelligence artificielle. «Ceci est la prochaine étape de notre partenariat stratégique», a déclaré Scott Guthrie, directeur chez Microsoft. Ni les modalités financières ni la durée de ce nouveau contrat n'ont été dévoilées.



presse selon lesquelles des casinos de Crown en Australie étaient utilisés à des fins de blanchiment d'argent provenant de la traite des êtres humains, du trafic de drogue, du terrorisme ou de l'exploitation sexuelle des enfants. Ancienne juge de la Cour suprême, la magistrate Patricia Bergin a estimé que Crown n'était pas digne d'obtenir une licence, notamment pour avoir «permis des activités de blanchiment d'argent» et pour avoir fait des affaires avec le crime organisé, notamment avec des Triades.

## Mauvaise gouvernance d'entreprise

Un avocat avait affirmé aux enquêteurs que de l'argent sale avait «probablement» été blanchi dans des établissements Crown de Melbourne (sud) et Perth (ouest). Mme Bergin a dénoncé la «mauvaise gouvernance d'entreprise, la gestion de risque déficiente (...) et la mauvaise

culture d'entreprise», préconisant une série de réformes avant que le groupe ne soit autorisé à ouvrir son casino dans la toute nouvelle tour de 75 étages qu'il a construite sur la baie de Sydney. Culminant à plus de 270 mètres, le bâtiment, qui abrite aussi un hôtel et des restaurants, est la plus haute tour de la ville. La présidente de Crown Helen Coonan, une ancienne ministre australienne des Communications, a été chargée de trouver un successeur à M. Barton. Dans un communiqué, elle a affirmé que des mesures avaient été prises pour améliorer la culture d'entreprise et sa gouvernance, ajoutant qu'il restait «beaucoup à faire». «Nous ne sous-estimons pas l'ampleur du problème et sommes conscients de la nécessité d'un changement radical», a dit Mme Coonan, qui siège au conseil d'administration de Crown depuis 2012.

(AFP)

## Echange de données

Volkswagen et Microsoft coopèrent depuis 2018 à la mise en place d'une plateforme cloud pour l'échange de données entre véhicules connectés. Les premiers essais d'une flotte de véhicules connectés devraient être effectués en 2021 pour une production en série prévue pour 2022, indique le communiqué. Au cœur de la course à la voiture autonome et connectée du futur, les logiciels sont devenus stratégiques pour Volkswagen, un domaine où il compte investir 27 milliards d'euros d'ici 2025 (29 milliards de francs). L'entité «Car. Software» lancée en 2020 doit, elle, regrouper jusqu'à 11'000 experts pour plancher sur «VW.OS», le futur système d'exploitation commun aux voitures du groupe, connectées au cloud. D'ici 2025, Volkswagen veut développer en interne 60% des logiciels utilisés dans les voitures, alors qu'aujourd'hui,

90% sont fournis par des équipementiers. Le sujet est d'autant plus important et sensible que la production et livraison des deux modèles phares actuels, l'ID.3 électrique et la nouvelle Golf, ont été perturbés l'an dernier par des bugs informatiques.

## De plus en plus d'alliances

Les alliances entre constructeurs et géants de l'informatique se multiplient pour que des logiciels puissent demain améliorer continuellement la conduite et la sécurité automobile, ce qui nécessite une énorme puissance de calcul. General Motors (GM), le numéro un américain, vient également de s'allier à Microsoft pour accélérer la commercialisation de ses véhicules autonomes. En 2020, le Français Renault avait de son côté annoncé un partenariat avec Google Cloud.

(AFPE)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	<a href="https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/">https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/</a>
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	<a href="https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements">https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements</a>
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	<a href="http://www.plasticexpo.com.tn/">http://www.plasticexpo.com.tn/</a>
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	<a href="http://Global-industrie.com">Global-industrie.com</a>
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	<a href="http://Papersmart.uneca.org">Papersmart.uneca.org</a>
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	<a href="http://www.intermatconstruction.com">www.intermatconstruction.com</a>
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	<a href="http://emergingvalley.com">emergingvalley.com</a>
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		<a href="http://collisionconf.com">collisionconf.com</a>
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	<a href="http://sirha.com">sirha.com</a>
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	<a href="http://www.worldteackconference2020.com">www.worldteackconference2020.com</a> <a href="mailto:infowtc2020@gmail.com">infowtc2020@gmail.com</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Côté finances, vous serez particulièrement bien inspiré. Vous pourrez à la fois rentabiliser des placements à court terme et effectuer de bons investissements à long terme.

**Taureau** Vous ne devriez en principe rencontrer aucune difficulté sur le front financier. Les planètes n'influenceront pas les secteurs de votre thème liés à l'argent, ce qui vous mettra à l'abri des problèmes, mais ce qui vous privera aussi du soutien de la chance. Ce sera donc le train-train habituel. Si vous êtes raisonnable, vous parviendrez à faire quelques économies.

**Gémeaux** Côté finances, attention ! Vous serez enclin à vous lancer à l'aveuglette dans des aventures ambitieuses mais beaucoup trop risquées, et il pourrait en résulter quelques déconvenues ! Demandez au moins l'avis de spécialistes.

**Cancer** Le plan matériel enregistrera une amélioration progressive. Il faut dire que l'influence de Mars en mauvaise posture ne vous a guère incité à faire des économies. Mais à partir d'aujourd'hui, vous serez mieux loti.

**Lion** En raison de cet environnement astral, veillez à ne pas dépasser votre budget si vos revenus sont modestes, autrement vous auriez ensuite du mal à retrouver l'équilibre. Si vous disposez d'un petit capital ou si vous maniez des fonds, attention, ne prenez aucune décision risquée concernant un placement ou un investissement : le climat de la journée étant instable, ne jouez pas avec le feu.

**Vierge** Veillez à ne pas effectuer de transactions financières d'envergure aujourd'hui. Cet aspect de Saturne vous empêchera d'avoir les idées claires et risque de vous faire commettre de graves erreurs d'appréciation.

**Balance** Vous allez entrer dans une période favorable sur le plan financier. Pluton va vous faire bénéficier de son soutien, protégeant vos investissements et vous aidant à améliorer vos revenus.

**Scorpion** Aujourd'hui, guettez les bonnes occasions sur le plan matériel, le climat planétaire vous étant tout à fait favorable. Vous pourrez gagner beaucoup d'argent. Vous aurez aussi la possibilité d'obtenir carte blanche pour un projet ambitieux qui comblera tous vos vœux. Il s'agira de profiter au plus vite de ces circonstances fastes, car "la Fortune est de verre ; au moment où elle brille le plus, elle se brise" (Syrus).

**Sagittaire** Vous aurez de bonnes chances de vous enrichir, car votre audace sera payante. L'argent viendra à vous avec une certaine facilité, et vous n'aurez pas à craindre de baisse sérieuse dans vos rentrées d'argent habituelles.

**Capricorne** Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

**Verseau** Il n'y aura aucune influence planétaire importante dans vos secteurs d'argent. Votre équilibre budgétaire sera donc stable. Mais il y aura mieux : Pluton et Saturne vont vous aider à améliorer votre situation, à remplir votre bas de laine.

**Poissons** Pluton, Vénus et la Lune se prêteront main forte pour améliorer votre situation financière. Si vous vous battez depuis longtemps pour conclure une affaire ou faire aboutir un projet, ce sera cette fois chose pratiquement faite, et des espèces sonnantes et trébuchantes vont dégringoler dans votre escarcelle. Et comme vous n'êtes pas du genre à vous endormir sur vos lauriers, vous pourriez bien réinvestir aussitôt vos gains dans une affaire qui s'annonce encore plus juteuse !

## L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investitions économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Administrateur Général

Léonard DOSSOU  
+228 96 26 05 15

### Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANCLO  
00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000



# Les nouveaux actes fiscaux

**Validité d'un (01) an**

**Validité de trois (03) mois**

**QUITUS FISCAL**

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL  
COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 27 N 8093000000  
AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

**CONTRIBUTABLE**

NOM: [ ] PRÉNOM: [ ]  
 RÉSIDENCE: [ ]  
 ACTIVITÉ: [ ]  
 ADRESSE: [ ]

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES  
GITE DE LA RUE DES IMPÔTS

Fait à Lomé, le 05/01/2021

**ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE**

REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Togo - Liberté - Paix

COMMISSARIAT GÉNÉRAL  
COMMISSARIAT DES IMPÔTS  
DIVISION IMPÔTS DOUANE

NUMÉRO DE MATRICULE: 27 N 8093000000  
AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

Le Commissaire des Impôts soussigné atteste que :

**CONTRIBUTABLE**

NOM: [ ] PRÉNOM: [ ]  
 RÉSIDENCE: [ ]  
 ACTIVITÉ: [ ]  
 ADRESSE: [ ]

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES  
GITE DE LA RUE DES IMPÔTS

Fait à Lomé, le 05/01/2021

## Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

### ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.
- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane

des marchandises importées par des contribuables inactifs ;

- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.



## Contributions

## Les meilleures stratégies contre l'extrémisme violent

Dans un article intitulé « Quelle stratégie pour faire face à l'extrémisme violent ? », Seyram Adiakpo, le chargé du programme Recherche et Plaidoyer de l'ONG Wanep-Togo, donne des pistes devant contribuer à lutter efficacement contre le fléau.



● Seyram Adiakpo, chargé du programme Recherche et Plaidoyer de l'ONG Wanep-Togo

L'extrémisme violent reste à ce jour une « notion pluridimensionnelle », absorbant « tout acteur impliqué dans la paix et la sécurité ». Ce qui veut dire qu'elle a dépassé le « seul » cadre « militaire » pour regrouper « non seulement des acteurs gouvernementaux, les forces de défense et de sécurité mais aussi et surtout des différentes organisations de la société civile concernées par la problématique et les

ou pour arriver à leurs fins ». L'extrémisme violent se nourrit, selon lui, « des sentiments d'isolement et d'exclusion, ainsi que par la peur et l'ignorance ». Le Togo, pour lui faire face, a mis en place un cadre de réflexion ayant débouché en 2019 sur la création du Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Le « cadre concerté et inclusif est toujours une stratégie gagnante » et il « devra être animé par les organisations de la société civile, les médias, les leaders communautaires, religieux, des organisations de jeunes et de femmes et les syndicats, sans oublier d'autres acteurs importants », recommande Seyram Adiakpo dans son étude. Il reste convaincu qu'« en raison de sa complexité, (la lutte contre l'extrémisme violent) nécessite la combinaison d'efforts et la coordination des interventions de tous les acteurs impliqués à tous les niveaux » sur fond d'un « travail en synergie ».

## Togo / région des Plateaux

## Bientôt un bureau de Poste à Amou Oblo

La commune d'Amou 2 (Région des plateaux) sera dotée d'un bureau de poste opérationnel dans les prochains mois.

Le calvaire des populations pour avoir accès aux services de la poste fera bientôt partie de l'histoire, si l'on en croit la maison municipale qui informe, sur sa page Facebook, du démarrage des « travaux de construction d'un bureau de Poste » dans la localité. « La fin des travaux est prévue pour début Mars », lit-on. Selon la maison municipale, « Le but de cette démarche est de rapprocher les services financiers de la population qui autrefois était lésée ». A en croire les autorités locales, le seul bureau de poste accessible dans les environs se



● Un bureau de Poste du Togo. © togofirst

trouve à Atakpamé (environ 36 km), chef-lieu de la région, obligeant les fonctionnaires à s'y rendre « pour toucher leur salaire et faire leurs diverses opérations financières

». L'installation d'un bureau de poste dans la localité sera donc un grand atout pour ces populations longtemps oubliées.

Avec icilome.com

## Foot / Transfert

## Le PSG a fixé le prix de Kylian Mbappé

Et si Kylian Mbappé désirait quitter le PSG à l'issue de cette saison ? Le club francilien serait alors contraint de céder l'attaquant français, mais voudrait en tirer une très belle somme.



«La question revient souvent. Ce serait "con" de jouer son avenir sur un match, bon ou mauvais... Je laisse parler, je n'écoute pas trop ce que les gens disent sur mon avenir. J'ai toujours dit que j'étais heureux ici, je suis encore plus heureux avec ce genre de matches». Hier soir, après son triplé fracassant face au FC Barcelone, Kylian Mbappé n'a pas pu échapper, encore, à la question sur son avenir. Forcément, après une telle démonstration, l'Europe du football est en pâmoison devant l'international français

de 22 ans. Et pourrait pousser ses courtisans déclarés (Real Madrid et Liverpool) à tout tenter pour le recruter cet été. Comme vous le savez déjà, Kylian Mbappé est lié au PSG jusqu'en 2022. Ce qui laisse deux options claires d'ici la fin de la saison : soit il quitte le club francilien à l'intersaison, soit il prolonge son contrat. Mais en aucun cas le PSG ne le laissera partir libre en juin 2022. C'est donc tout un club qui est pendu aux lèvres de l'attaquant quant à sa décision.

## La barre est haute

Que se passera-t-il s'il informe sa direction qu'il souhaite changer d'air ? Les dirigeants fixeront un prix. Selon la presse espagnole ces derniers mois, le Real Madrid se disait confiant quant à la possibilité de boucler une opération à 180 M€. Selon les informations du Parisien ce mercredi, le PSG a fixé le tarif à 200 M€ minimum. Un montant qui paraît déjà anachronique au regard de l'impact économique énorme de la crise sanitaire sur les clubs professionnels. Pour beaucoup, les prix des transferts seront à la baisse pour de nombreuses années. Sauf que la perspective d'attirer celui qui est considéré par beaucoup, comme l'immense star des dix prochaines années, peut pousser les clubs les plus riches à s'autoriser un dernier coup d'éclat sur le mercato.

Avec footmercato.net

## FC Barcelone

## L'Argentine milite pour un départ de Lionel Messi

A l'heure où le futur de Lionel Messi fait beaucoup parler, la lourde défaite concédée à domicile face au PSG (1-4) relance le débat. Et pour les Argentins, La Pulga ne fera pas de vieux os en Catalogne.

Auteur de l'ouverture du score face au Paris Saint-Germain après un penalty concédé par Layvin Kurzawa, Lionel Messi (33 ans) pensait peut-être vivre une bonne soirée de Ligue des Champions. Mais très vite, La Pulga s'est aperçue que la rencontre était en train de tourner au vinaigre pour les Blaugranas. Cinq minutes après son but, l'Argentin a vu Kylian Mbappé égaliser, avant que le PSG ne déroule et l'emporte sur le score de 4 buts à 1. Logiquement, le naufrage des Culés et la performance XXL de Kylian Mbappé font parler en France, en Espagne ainsi que partout en Europe. Mais en Argentine, c'est Lionel Messi qui fait la Une. Et pour beau-



coup de médias et d'observateurs, le lien entre cette nouvelle humiliation en Ligue des Champions (après le 8-2 face au Bayern Munich) et son avenir a vite été fait. En clair, les Argentins voient en cette défaite un nouvel argument pour pousser La Pulga à partir du Barça, à la fin de son contrat (juin 2021). Le Barça et Koeman en

prennent pour leur grade « Messi est de plus en plus nu au Barça. Ce 4-1 à la maison face au PSG ressemble au 8-2 contre le Bayern pour le Barça qui n'est plus sauvé par Leo dans son adieu inexorable. Huit points de retard sur l'Atlético de Madrid. Défaite contre Séville en Coupe du Roi. Si le football regorge de miracles, Lionel Messi est en train de boucler une deuxième saison sans titre avec Barcelone. Une saison qui sera celle de ses adieux. » qui donne le sentiment qu'il jubile du fait de voir Messi aller mal. Quand Koeman se marre après le match... On dirait qu'ils l'ont recruté pour détruire Messi ». Ambiance...

Avec footmercato.net

## Baromètres Togo

Référentiel	Sources
Valeur	
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Sources
Valeur	
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata



# Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

**Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble**

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

## ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée, puis se laver les mains

### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de  
coudes en cas de toux ou déternement



### LIMITER

les contacts proches, Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
ils toussent, éternuent ou ont de  
la fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIEVRES, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

*Siège: Agoé route de la Cour d'appel (derrière IPP institut)*  
Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail [sentogo@mail.com](mailto:sentogo@mail.com) Lomé